

Les productions du secteur rural de la Nouvelle-Calédonie n'ont longtemps été représentées que par celles de l'agriculture vivrière mélanésienne et de la pêche traditionnelle. A partir de 1840, le bois de santal, produit forestier de cueillette, la “ biche de mer ” ou trévang, l'huile de coco font l'objet d'une traite ponctuelle par des trafiquants européens. Ils restent la base du commerce d'exportation de la colonie naissante pendant plus de vingt ans. Le santal est pratiquement épuisé dès 1873. Le coprah relaie l'huile de coco et survit seul, après le déclin de la “ biche de mer ”, à la fin du siècle, de ces productions primaires originales désormais supplantées par les produits miniers, l'élevage et le café.

La faiblesse actuelle des productions du secteur rural de la Nouvelle-Calédonie ressort de quelques chiffres significatifs : les productions agricoles et forestières du Territoire représentent en valeur 1 100 000 000 de F. CFP, soit 60 millions de FF environ. En 1976, dernière année pour laquelle on dispose des comptes économiques du Territoire publiés par l'INSEE, l'agriculture n'a contribué que pour 3,7 % à la formation du P.I.B. contre 26 % à l'industrie minière et métallurgique, 27 % aux services et à l'Administration et 20 % au commerce. Les produits du secteur rural fournissaient en 1977, 0,3 % de la valeur des exportations totales (39,875 M de F. CFP pour le troca, 37,427 M de F. CFP pour le café et 11,035 M de F. CFP pour le coprah). L'ensemble des productions agricoles est loin de couvrir les besoins alimentaires du Territoire dont le cinquième de la valeur totale des importations a été représenté en 1976 par des produits alimentaires. Par contraste, le secteur agriculture, forêts et pêche employait, d'après le recensement de 1976, 29 % des actifs (appartenant à 90 % à l'éthnie mélanésienne).

L'insuffisance des productions, moins nette dans le domaine de la pêche, répond sans doute à l'exploitation d'un milieu aux ressources plus limitées qu'il n'y paraît (les bonnes terres de culture et de pâturage ne dépassent guère 11 % des surfaces disponibles, Loyauté comprises). Elle est aussi le reflet des handicaps structurels du monde rural calédonien qui oppose un secteur dit “ traditionnel ” dominé par les producteurs autochtones mélanésiens à un secteur dit “ moderne ” où les producteurs de souche européenne sont majoritaires. Elle résulte enfin d'une conjoncture qui a privilégié en Nouvelle-Calédonie l'exploitation des ressources minières et l'industrie métallurgique au détriment des autres activités. L'étroitesse d'un marché de consommation caractérisé par la coexistence d'un large secteur vivant partiellement en autosubsistance et d'une capitale moderne hypertrophiée, la concurrence des productions des grands pays agricoles voisins (Australie, Nouvelle-Zélande) exportant à des prix mondiaux de marché, rendent compte pour leur part de la faiblesse des productions et de l'importance mineure des activités agricoles, forestières et de pêche du Territoire.

Les aspects qualitatifs des productions du secteur rural calédonien ont été abordés dans des études déjà anciennes mais qui restent pour l'essentiel d'actualité : (BARRAU - 1956), (SAUSSOL - 1967), (J.-P. DOUMENGE - 1973), (LEGAND - 1950), (SARLIN - 1954). Les données quantitatives précises sont beaucoup plus difficiles à saisir en dépit des progrès récents de la statistique agricole, des renseignements apportés par certains dénombrements du service de l'élevage et des inventaires forestiers du CTFT (Centre Technique Forestier Tropical). Trop souvent encore, le volume réel des productions ne peut être qu'estimé à partir des seules quantités commercialisées : LOUBENS, GUYOT. La localisation précise des productions reste aussi aléatoire.

Ces difficultés ont en grande partie guidé le choix des modes de représentation cartographique adoptés. La ventilation communale de la plupart des productions et des superficies qui leur sont consacrées s'est imposée aussi bien du fait de la documentation disponible que de l'échelle retenue. Seule la localisation très précise d'un petit nombre de centres d'exploitation (production forestière) ou, à l'inverse, l'extrême dilution d'une production en large part non contrôlée (pêche) ont conduit à déroger à ce principe. Les chiffres cités dans la présente notice n'ont parfois pu être disponibles qu'après la confection de la carte.

I. - LES PRODUCTIONS VIVRIÈRES MÉLANÉSIENNES ET EUROPÉENNES

A. - Les productions vivrières traditionnelles en milieu mélanésien

En dépit des efforts des agents des services ruraux, ces productions, dominées par les tubercules (ignames, taros, manioc) et les bananes, parfois associés à la canne de bouche, plus rarement au maïs, n'ont jamais pu être évaluées avec précision.

Le système de production rend compte de la faiblesse des productions et des surfaces qui sont dévolues aux cultures : on note, en effet, la rareté des surfaces planes (d'ailleurs souvent réservées aux caféières) dans les réserves où dominant en général les terroirs de pente, l'accès difficile aux champs, la persistance de la culture itinérante sur brûlis à longue jachère, l'usage d'un outillage limité et peu efficace (coutelas, pelle, barre à mine) par une main-d'œuvre essentiellement familiale. La production de l'igname, dont la culture exige un important investissement en travail, est limitée aux stricts besoins domestiques et coutumiers (offrandes, cadeaux). Le taro irrigué devient rare car certains groupes ne peuvent plus mobiliser une main-d'œuvre suffisante pour entretenir convenablement les réseaux d'irrigation. A l'inverse, taros secs (dits taros Hébrides) et manioc ont la faveur des paysans mélanésiens en raison de leurs faibles exigences pédologiques et agronomiques.

A partir des données du recensement de 1976 (10 795 actifs de 15 à 50 ans résidant dans les tribus) d'une part et des estimations déjà anciennes de J. BARRAU sur la superficie moyenne mise en valeur par actif agricole dans les tribus (environ un hectare pour huit actifs) d'autre part, on peut proposer une estimation des superficies consacrées aux cultures vivrières en milieu mélanésien. Le milieu naturel aux îles Loyauté paraît se prêter à une mise en valeur plus importante par actif (de l'ordre du double des estimations faites pour la Grande Terre). On aboutit ainsi à une superficie globale de 1 800 ha dont près de 1 000 aux îles Loyauté. On a pu avancer, à propos des tonnages, le chiffre de 22 500 tonnes de

produits vivriers dont 4 000 essentiellement en provenance des îles Loyauté auraient été commercialisées. Cette estimation souligne autant la part importante de l'autoconsommation que la faiblesse des rendements moyens, s'agissant pour l'essentiel de plantes à tubercules.

L'intensification des productions pourrait rencontrer chez les agriculteurs mélanésiens un terrain favorable : la motorisation et la mécanisation se heurtent toutefois dans la plupart des réserves de la Grande Terre au handicap de la pente, cependant que le caractère embryonnaire des dessertes routières et l'inorganisation du marché de ces produits constituent un autre obstacle, en partie atténué aux Loyauté, notamment à Lifou.

B. - Cultures céréalières et légumes de plein champ en milieu européen

Les exploitations européennes qui se consacrent le plus souvent à ces productions se situent surtout sur la côte Ouest, de Pouembout à Dumbéa. Ces cultures (pommes de terre et céréales – maïs, sorgho grain et fourrager, blé) sont pratiquées sur terrains plans en grandes parcelles travaillées par de puissants moyens mécaniques.

D'après le service de l'Agriculture, elles portent sur des superficies très modestes (environ 1 000 ha en 1978) et fournissent des tonnages limités (1 800 tonnes de pommes de terre, 1 400 tonnes de maïs, 400 tonnes de sorgho, 100 tonnes de blé). En 1977, sur 600 ha : 1 700 tonnes de pommes de terre, 425 tonnes de maïs, 148 tonnes de sorgho, 54 tonnes de blé ont été récoltées. Ces chiffres traduisent mal la relance de l'agriculture amorcée en 1975 et qui se poursuit si l'on considère les superficies emblavées pour 1978. Les progrès des sorghos, ceux des pommes de terre surtout, ont été les plus spectaculaires depuis 1974.

De 1975 à 1978, les surfaces en maïs sont passées de 304 à 350 ha, celles en sorgho de 52 à 200 ha, celles en blé de 25 à 50 ha. Les superficies en pommes de terre sont passées d'une centaine d'hectares à 180 ha. Dans la seule région comprise entre Tontoua et Bouloupari, les superficies en grande culture de céréales ont été multipliées par 6 en trois ans atteignant 250 ha en 1978.

Sur la côte Est (Hienghène, Touho) dans le cadre de petites exploitations de polyculture (vivres-café) les agriculteurs de souche européenne ou assimilés (Javanais) ne négligent pas les tubercules cultivés ici pour le marché local mélanésien. Sur moins de 200 ha, ils ont produit en 1978, 1 350 tonnes d'ignames, 1 230 tonnes de manioc, 960 tonnes de taros, 270 tonnes de patates douces.

C. - Les cultures maraîchères et fruitières

L'insuffisance des productions, l'existence d'un marché de consommation déséquilibré par l'énorme foyer de Nouméa, la concentration des productions sur la côte Ouest dans les zones les plus facilement accessibles depuis ce foyer, caractérisent les cultures maraîchères du Territoire qui, d'autre part, s'assimilent parfois à la spéculation, “ l'agriculteur espérant vivre l'année durant du seul produit d'un “ coup ” de haricots, ou de melons ” (BARRAU -1951). Elles seraient le fait de moins de 100 exploitants sur 853 ha cumulés contre 330 en 1975.

La Foa et Bourail occupent les premières places par la superficie. Dumbéa, Bouloupari, Mont Dore, Pouembout et Païta participent aussi sur la côte Ouest à la production maraîchère, de même qu'à l'Est, la commune de Canala.

En tonnage, les principales productions commercialisées en 1977 ont été dans l'ordre, les tomates (312 tonnes), les concombres (185 tonnes), les carottes, les choux et les salades alors que melons et pastèques apparaissent largement en tête par l'importance des superficies qui leur étaient consacrées en 1975. En l'absence de moyens de stockage suffisants, le caractère saisonnier des productions (en saison fraîche, de mai à décembre) freine le développement du maraîchage qui reste plutôt une spécialité des Vietnamiens et des Javanais à la périphérie de Nouméa et dans les communes suburbaines. Les maraîchers de Lifou, dont la coopérative agricole (SOCAL) a installé un magasin de vente à Nouméa, contribuent aussi de manière notable à l'approvisionnement du marché de Nouméa.

Suivant une évaluation récente, près du tiers de la consommation globale de fruits du Territoire (estimée à 7 900 tonnes) est importée. La production effective dominée par les agrumes, bananes et mangues serait donc en 1977 d'environ 5 300 tonnes. Nouméa et sa région consommeraient l'essentiel des importations de légumes, 3 719 tonnes en 1977, qui s'ajoutent aux productions locales commercialisées (1 800 tonnes) sur un total qui ne doit guère dépasser 5 000 tonnes, compte tenu de l'auto-consommation.

La production fruitière se caractérise par la dispersion des producteurs, essentiellement répartis sur la côte Est, dont GUYOT estime, sans doute par excès, à 1 800 ha théoriques les superficies en production.

II. - CULTURES D'EXPORTATION

Si le café se concentre exclusivement sur la Grande Terre, le coprah en revanche, est surtout exploité dans les îles, l'un et l'autre constituant les deux seules cultures d'exportation de la Nouvelle-Calédonie. La chute de ces productions, jadis prospères, s'est accélérée après 1969. Les exportations de café sont tombées de 1 340 à 390 tonnes entre 1960 et 1976, celles de coprah de 1 050 à 485 tonnes dans le même temps. Après avoir subi fortement la concurrence des industries minières, ces activités de main-d'œuvre connaissent aujourd'hui un certain renouveau. On note une baisse de la production commercialisée de café (576 tonnes en 1975 et 465 tonnes en 1976), un progrès des exportations (284 tonnes à 390 tonnes) et un accroissement sensible des prix (FOB à l'exportation : de 81 à 103 F CFP/kg) pendant les mêmes années. La production commercialisée de coprah a doublé entre 1975 et 1976 (de 464 à 907 tonnes). Les exportations, reprises en 1976, ont porté sur 485 tonnes ; le reste est livré à une usine de Nouméa. Pour pallier les irrégu-

LES PRODUCTIONS DU SECTEUR RURAL

larités des cours mondiaux, les prix d'achat aux producteurs de ces deux produits sont soutenus par les mécanismes des caisses de compensation des prix du café et du coprah, instituées en 1956.

A. - Le café

Le café, longtemps négligé pour la canne, n'a commencé à faire l'objet d'une culture étendue qu'après 1880 et s'est notamment développé à la faveur de la colonisation dirigée par Feillet. Le *Robusta* a largement remplacé au début du siècle, sur la côte Est, l'*Arabica* éliminé par *Hemileia Vastarix* et touché autant par la chute des prix que par la crise de main-d'œuvre due à la suppression de l'établissement pénitentiaire. L'essor se poursuivit jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale grâce à l'implantation de la caféiculture dans les tribus. Négligée pour d'autres spéculations pendant la guerre, malgré le bon débouché que représentait la consommation des troupes américaines stationnées dans l'île, la culture du café ne retrouva plus ensuite son équilibre. La création d'une caisse de stabilisation des prix, les efforts menés pour lutter contre les parasites (scolytes) ou diffuser de meilleures variétés d'*Arabica* ne laissent cependant pas entrevoir, en 1965, la reprise du café “ dans cette île sceptique, blâsée par tant de programmes avortés ”. Puis le boom du nickel a précipité son déclin, surtout en milieu européen, tandis que le développement de Nouméa hâtait la disparition du personnage du “ petit colon-planteur ”. De 1969 à 1976, la quantité de café commercialisée est tombée de 1 331 tonnes à 465 tonnes. En 1976, des prix sensiblement accrus sur le marché mondial rendent compte d'un progrès des exportations (390 tonnes) non confirmé en 1977 (532 tonnes commercialisées, mais 270 tonnes exportées seulement dont 98 % à destination de la France). Jusqu'à la fin des années 60, l'*Arabica* représentait une proportion comprise entre 1/4 et 1/3 des tonnages exportés. Il n'en représentait plus en 1970 que 13 %, et moins de 3 % en 1977. Près de la moitié de la production commercialisée sert à l'approvisionnement du marché local, par l'intermédiaire de plusieurs torréfacteurs : un produit local satisfait ici la totalité des besoins du Territoire. La répartition des plantations et des productions de café privilégie toujours nettement la côte Est (entre Hienghène et Canala), la variété *Robusta* et les planteurs mélanésiens (qui en possèdent les 3/4). Au sud d'un axe Canala-La Foa, le café n'est plus représenté que par des plantations résiduelles. Les plantations de café occuperaient actuellement 2 800 ha pour une superficie moyenne par plantation d'environ 1,2 ha. Les plantations européennes témoignant de la petite colonisation familiale ancienne restent le plus souvent inférieures à 20 voire à 5 ha (côte Est). Chez les planteurs mélanésiens, l'exploitation des caféières qui constituent les noyaux des terroirs “ au fil de l'eau ” évoqués par J.-P. DOUMENGE s'apparente plus à la cueillette qu'à une véritable arboriculture.

B. - Le coprah

Les conditions écologiques d'un bon rendement du cocotier, à la limite du domaine tropical, ne sont réunies que dans les îles Loyauté, certaines parties de la côte Est et les îles Belep au nord de la Grande Terre. Loin d'être dominant comme dans d'autres parties de la Mélanésie et l'ensemble de l'Océanie, le coprah n'en constitue pas moins le deuxième produit agricole d'exportation du Territoire. Les plantations sont situées à 80 % dans les réserves autochtones qui produisent près de 90 % du coprah. Les îles Loyauté à elles seules fournissent les 3/4 de la production et, parmi elles, Ouvéa occupe de loin la première place devant Lifou, les îles Belep et la Grande Terre. La production du coprah calédonien, dont la technique de préparation par séchage direct à l'air libre de la chair des noix simplement ouvertes, est la plus élémentaire qui soit, a toujours connu de grandes fluctuations. Elle a pu approcher les 5 000 tonnes au début du siècle et fournissait encore, jusqu'au début des années 60, un excédent exportable de 1 500 à 2 500 tonnes sur une production moyenne de 2 à 3 000 tonnes. Sur 4 à 5 000 ha de plantations, 1 500 familles environ tiraient une partie de leurs ressources du cocotier. Depuis quinze ans le déclin de la production, quoiqu'irrégulier, a été presque constant, le tonnage global commercialisé tombant en 1971 au-dessous de 400 tonnes. Toutefois, un mouvement de reprise s'est amorcé depuis trois ans. Les exportations, interrompues en 1975 (production 464 tonnes) ont repris en 1976 (production commercialisée : 907 tonnes, exportations : 485 tonnes) pour se confirmer en 1977 (production commercialisée : 1 388 tonnes, exportations : 919 tonnes). L'usine de Nouméa, qui produit huile, tourteaux, acides gras et lessives pour la consommation locale, continue d'absorber en moyenne un peu plus de 400 tonnes de coprah. L'avenir du coprah paraît lié à la continuité de cette reprise car il est pratiquement resté un produit de cueillette, médiocrement préparé sur des plantations peu entretenues, aux arbres non sélectionnés et peu renouvelés. Le caractère familial des plantations, l'autoconsommation, notamment pour les besoins de l'élevage porcin, seront des obstacles à surmonter pour que cette production stabilisée s'élève à un niveau industriel dont les données d'échelle, les contraintes écologiques et le contexte des coûts de production définissent, par ailleurs, les limites.

III. - LES PRODUCTIONS DE L'ÉLEVAGE

A. - La Nouvelle-Calédonie, pays d'élevage

Les activités d'élevage sont indissociables de l'histoire de la colonisation agricole de la Nouvelle-Calédonie. L'introduction des bovins quelques années avant la prise de Possession, leur multiplication rapide dans les vastes savanes de la côte Ouest (il y aurait eu plus de 100 000 têtes de bétail dès 1880) et l'importance des paysages classiques de l'élevage dans cette partie de l'île (éoliennes et abreuvoirs, clôtures obligatoires dès 1880, paddocks), traduisent une spécialisation fortement assise, renforcée par l'usage des méthodes et du vocabulaire (station, stock, stockyard, stockman, etc.) des grands élevages extensifs du Queensland. La concentration de cette activité et du cheptel (à 90 % entre les mains des colons d'origine européenne) ajoute encore au caractère en apparence fortement typé de cette activité “ noble ”.

Or le Territoire, avec un cheptel bovin de cent à cent-vingt-mille têtes, approchant le chiffre de sa propre population, était incapable, ces dernières années, de satisfaire ses besoins. Aux obstacles naturels, moins

négligeables que ne pourrait le faire croire un milieu exempt de grandes épizooties, mais où les sécheresses, les tiques (introduites pendant la deuxième guerre mondiale), la concurrence des cerfs et d'espèces parasites envahissantes (lantanas, goyaviers, sensitives géantes) sont autant de handicaps, s'ajoutent les obstacles structurels d'un marché étroit et isolé, beaucoup plus déterminants pour rendre compte de l'insuffisance de cet élevage. L'écoulement des productions a été dès le début le handicap majeur. La fourniture de conserves de viande aux armées a constitué jusqu'en 1960 un débouché assuré. Après cette date, l'accroissement des besoins du marché local a limité la production à celle de la viande fraîche.

B. - Les productions et leur évolution

La stagnation du troupeau calédonien et le caractère très extensif de cet élevage (une bête pour plus de 3 ha) qui constitue la spéculation la plus rentable sur la côte Ouest trop sèche, masquent une réelle évolution des conditions de la production. Depuis un demi-siècle, le nombre de bêtes abattues chaque année a, en effet, doublé et le taux d'exploitation du troupeau est passé de 15 à 20 %. Les abattages actuels portent sur environ 25 000 têtes, représentant 4 000 tonnes. A l'époque où fonctionnait l'industrie de la conserve, les bêtes étaient conduites à pied dans trois lieux d'abattage. Après 1942 et jusqu'en 1962, les tueries particulières sur propriétés relaient ces abattoirs. L'exportation des excédents a cessé en 1962 et, dès 1967, le Territoire a été contraint d'importer de la viande. La période récente a vu une incontestable intensification des méthodes pastorales : à l'amélioration des pâturages s'est joint un glissement progressif vers un nouveau type de gestion du troupeau caractérisé par la spécialisation vers l'embouche, l'abattage de jeunes bovins, l'augmentation de la rotation des reproductrices dans le troupeau.

La spécialisation laitière reste, en revanche, très en deça des possibilités : quelques troupeaux sélectionnés dans la région de Bourail fournissent le marché de Nouméa en produits laitiers frais mais ils font encore figure d'exception.

Passée de 123 à 300 tonnes entre 1975 et 1977, la production de la viande de porc commercialisée se fait à deux niveaux : 80 % proviennent de trois éleveurs industriels naisseurs et engraisseurs abattant régulièrement pour l'OCEF (Office de Commercialisation et d'Entreposage Frigorifique), 20 % par une dizaine d'éleveurs artisansaux dont la contribution est moins régulière. Enfin, hors de ces abattages contrôlés, existe la production des porcheries familiales d'appoint et une très large autoconsommation est pratiquée dans les tribus qui détiendraient les 2/3 du cheptel porcin.

Les îles Loyauté occupent dans le domaine du petit élevage porcin traditionnel une place importante (plus de 40 % de l'effectif). Elles concentrent aussi une proportion équivalente de chèvres (sur un troupeau estimé à 15 000 têtes) dont l'élevage en semi-liberté reste une forme extensive d'utilisation des savanes pauvres de l'ouest de la Grande Terre et des îlots du lagon par les colons européens. Elevés dans les mêmes conditions, mais moins rustiques et moins nombreux, sont les ovins, d'introduction précoce.

Enfin, le cheval, auxiliaire important de l'élevage bovin et utilisé comme bête de transport ou de bât dans les tribus de la chaîne, régresse face au développement des routes et à la concurrence de l'automobile.

C. - Répartition géographique et problème de commercialisation

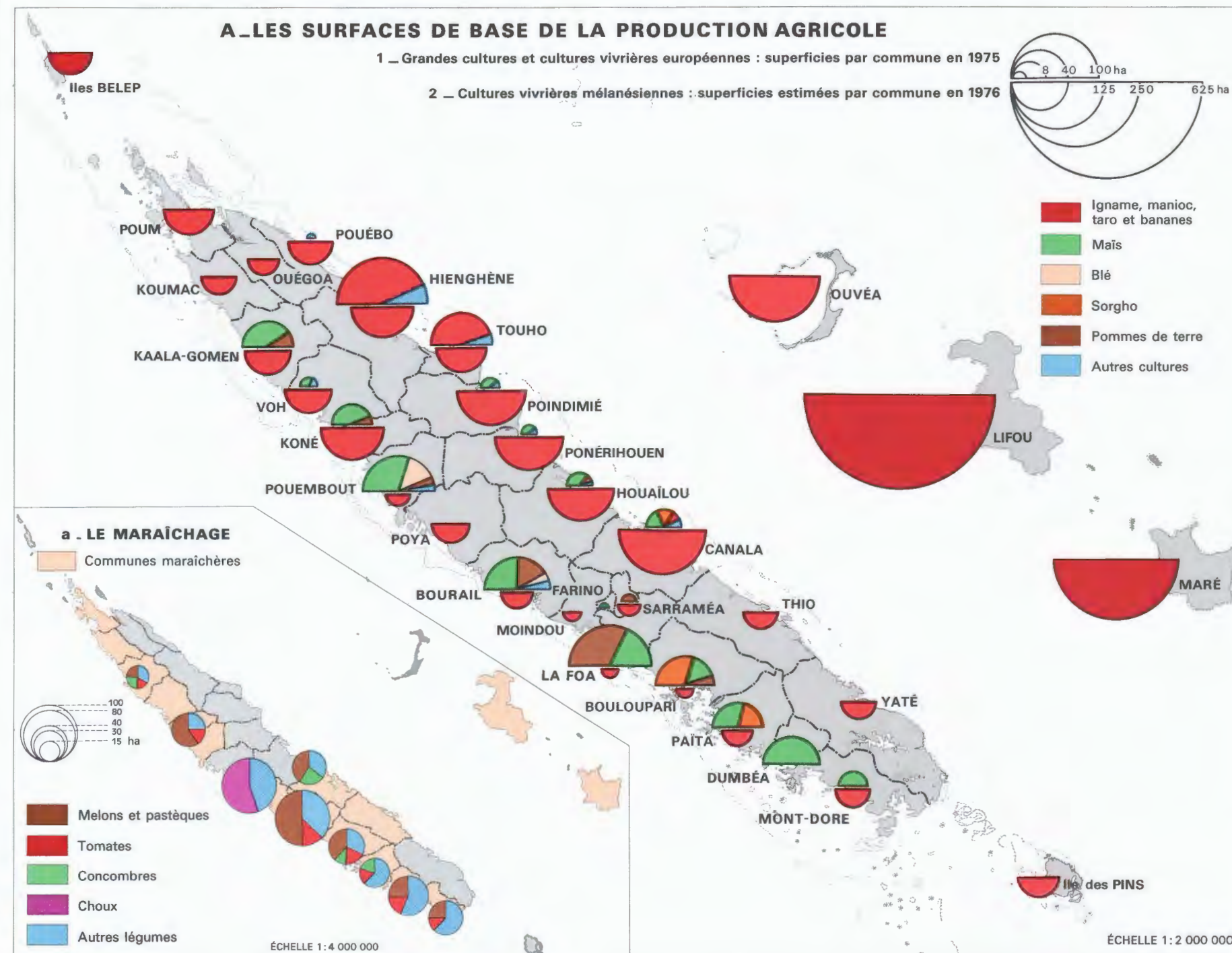
En dépit du caractère aléatoire des enquêtes et dénombrements partiels qui ont été effectués, la répartition du cheptel semble bien se faire de la manière suivante : la zone de Bourail apparaît comme la région de plus forte concentration avec 15 % environ du total. Koné, Poya, La Foa, Bouloupari, rassemblent chacun 8 à 10 % du troupeau. Pouembout et Gomen 6 à 8 %. Viennent ensuite, toujours sur la côte Ouest (3 à 6 % du troupeau), Témala, Voh, Moindou, Païta. C'est à ce niveau seulement qu'émergent certains centres de la côte Est : Ponérihouen, Houailou, Canala. L'intérêt des Mélanésiens pour l'élevage est récent, bien qu'ils aient traditionnellement fourni les stockmen des grandes stations de la côte Ouest. Les troupeaux collectifs, dans le cadre de Groupements d'Intérêt Economique, se développent aujourd'hui avec un certain succès comme l'atteste la réussite de celui de Table Unio (Moindou). Près de 70 % du cheptel bovin se trouve concentré dans un rayon de 100 km autour de Bourail et c'est aussi à cette zone que correspondent les formes les plus intensives de cet élevage sur de beaux pâturages d'embouche souvent gagnés sur les anciennes caféières ayant conservé leurs arbres d'ombrage. Plus au nord dominant, au contraire, les savanes appauvries à niaoulis, envahies de formations arbustives parasites épisodiquement girobroyées et qui ne peuvent guère porter qu'une bête sur 6 à 7 ha.

L'OCEF se définit comme un “ office public monopolistique s'occupant de commercialisation dans une économie de libre entreprise ”. Assurant les 2/3 des abattages calédoniens, (ceux de 300 éleveurs dans quelques 250 tueries particulières) grâce à des équipes mobiles et fournissant les bouchers, l'OCEF ravitaille, en premier lieu, le marché de Nouméa, premier centre de consommation du Territoire dont l'approvisionnement se fait, pour plus de 95 %, en viande provenant de la côte Ouest. La localisation excentrique de la capitale a conduit à des aménagements particuliers : installation de chambres froides-relais (Pouembout, Ouaco, Poya) vers lesquelles le bétail est concentré sur des tueries mieux aménagées, utilisation de camions frigorifiques gros porteurs. L'OCEF possède également le quasi monopole de la commercialisation du porc dont il a contrôlé, en 1977, la vente de 300 tonnes sur les 370 tonnes abattues localement. Plus encore que dans le cas du bœuf, l'OCEF doit faire face ici aux contraintes d'un marché peu élastique et à une consommation encore plus spécialisée. La concordance de l'offre et de la demande doit être assurée par des importations et des stockages. Le seuil d'autosuffisance devait être atteint en 1978, imposant des contraintes de stockage plus grande encore et une organisation de la transformation des excédents et des sous-produits (charcuterie industrielle) pour éviter les pertes.

A - LES SURFACES DE BASE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

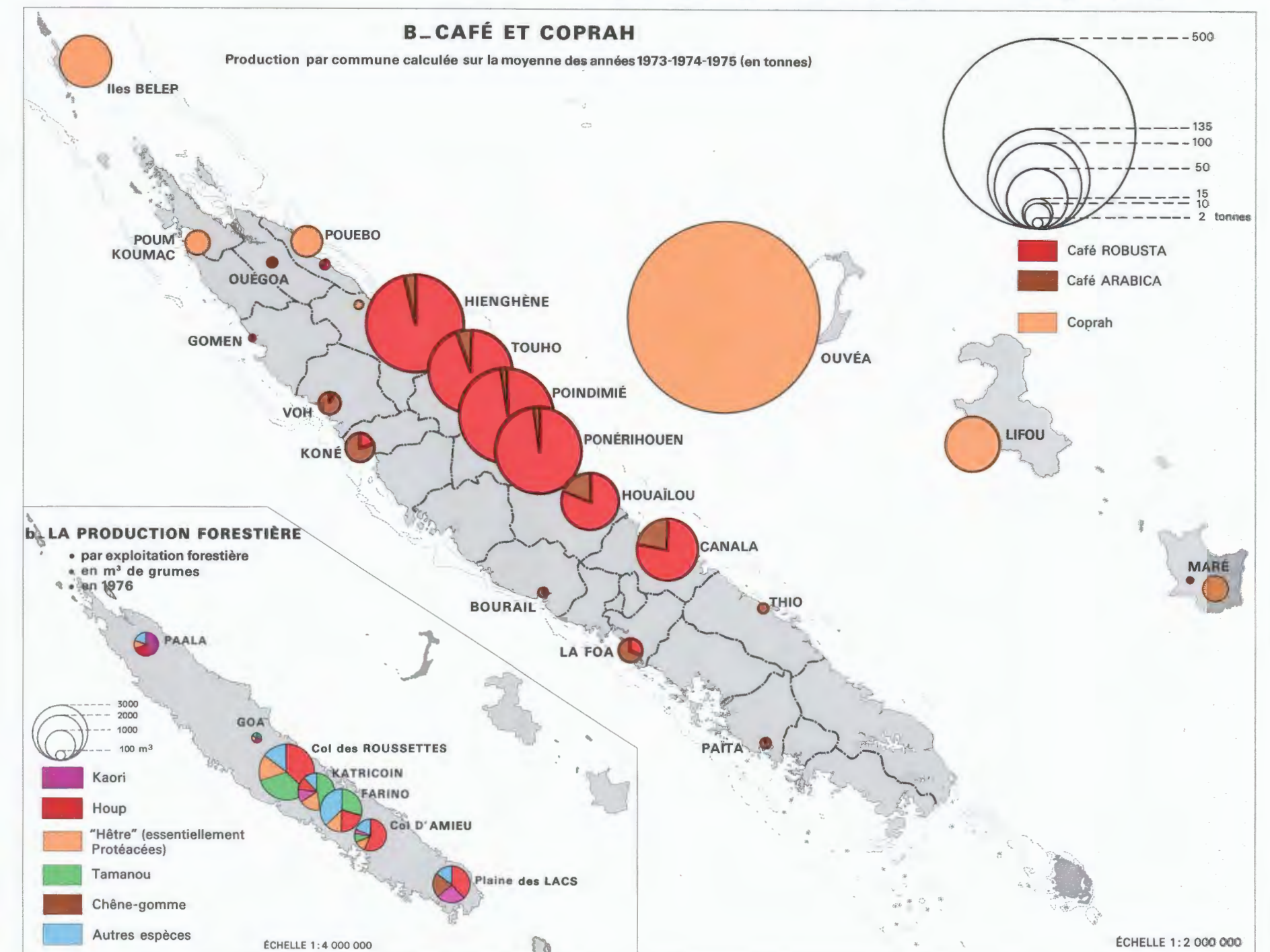
1 - Grandes cultures et cultures vivrières européennes : superficies par commune en 1975

2 - Cultures vivrières mélanésiennes : superficies estimées par commune en 1976



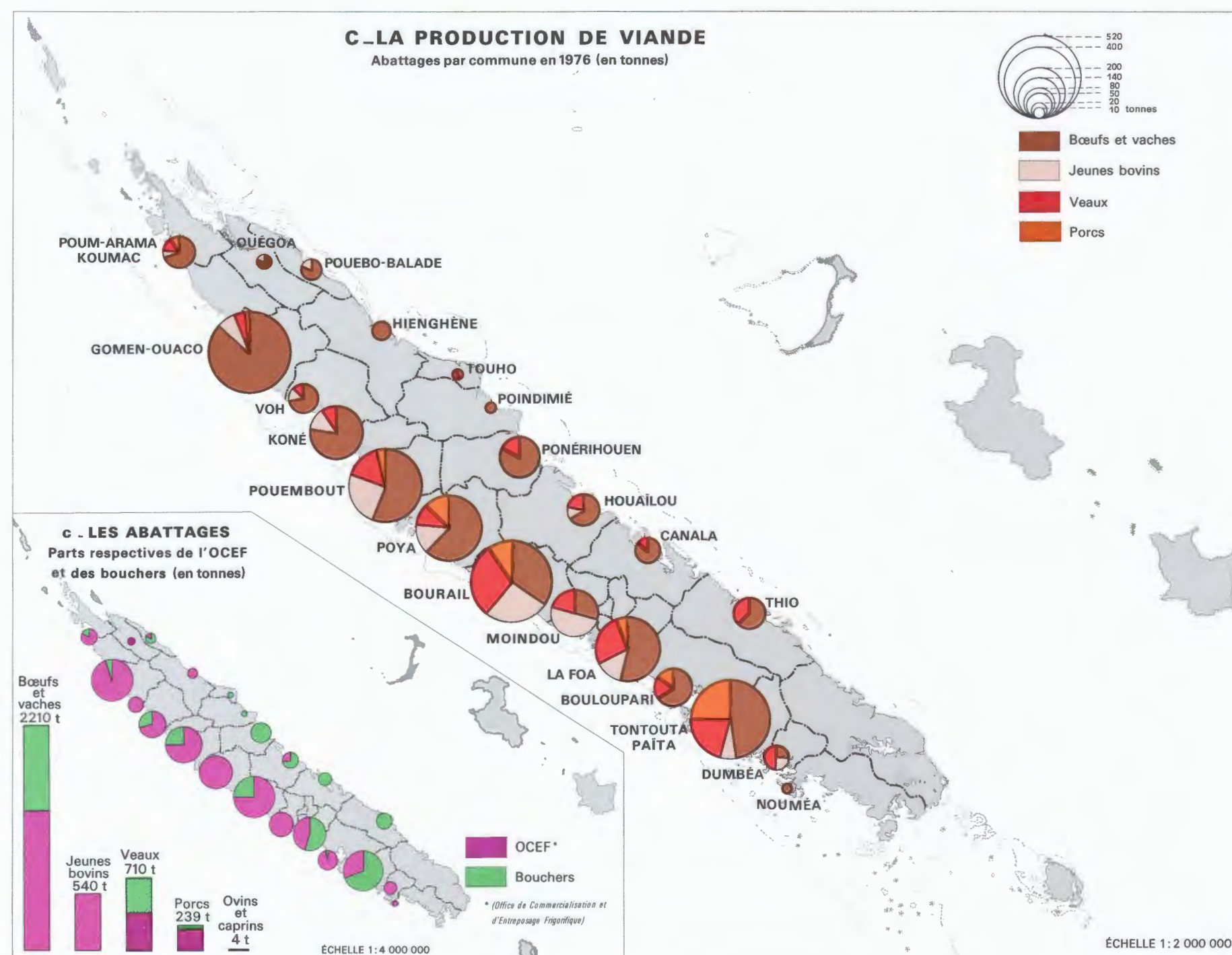
B - CAFÉ ET COPRAH

Production par commune calculée sur la moyenne des années 1973-1974-1975 (en tonnes)



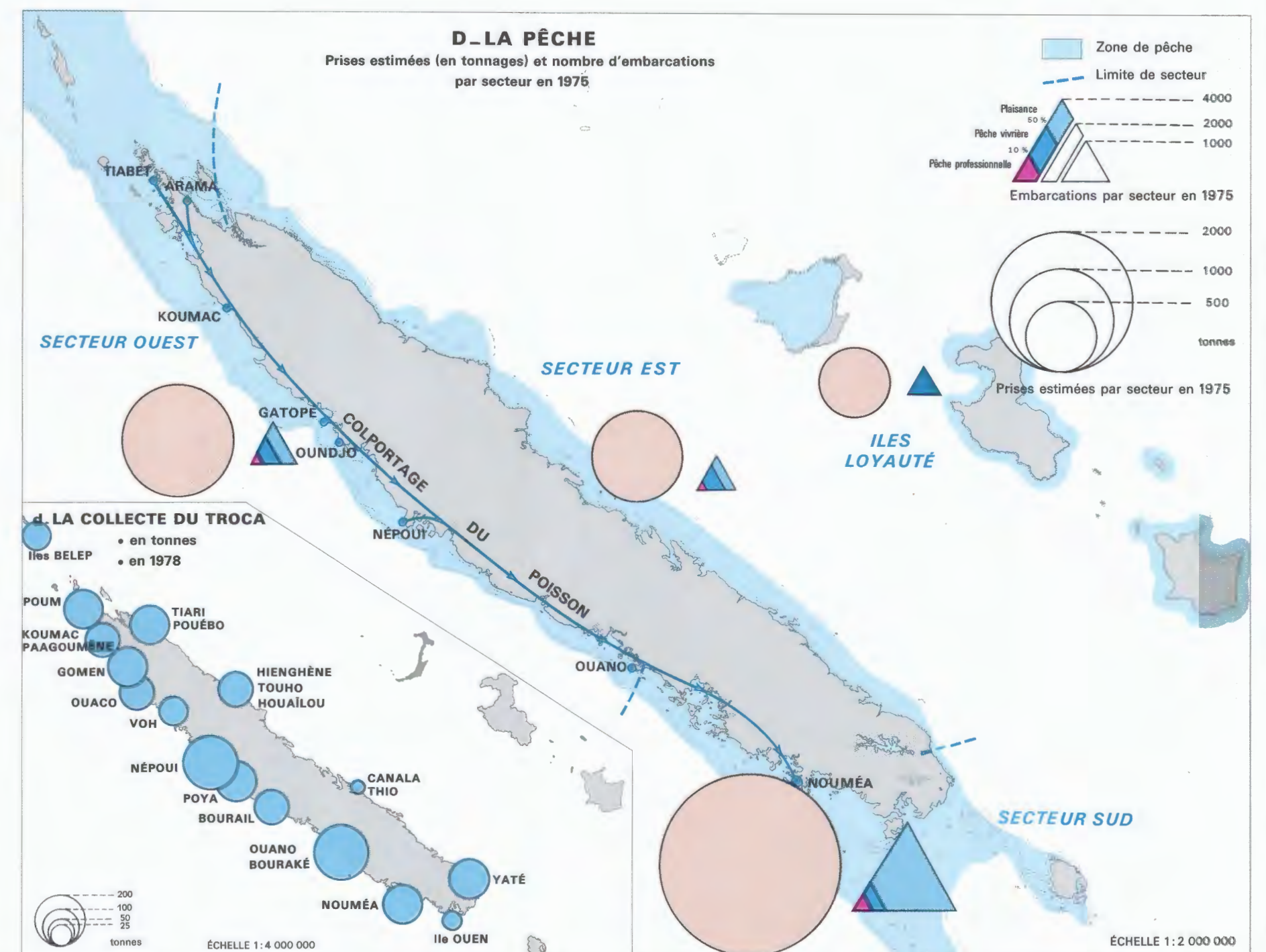
C - LA PRODUCTION DE VIANDE

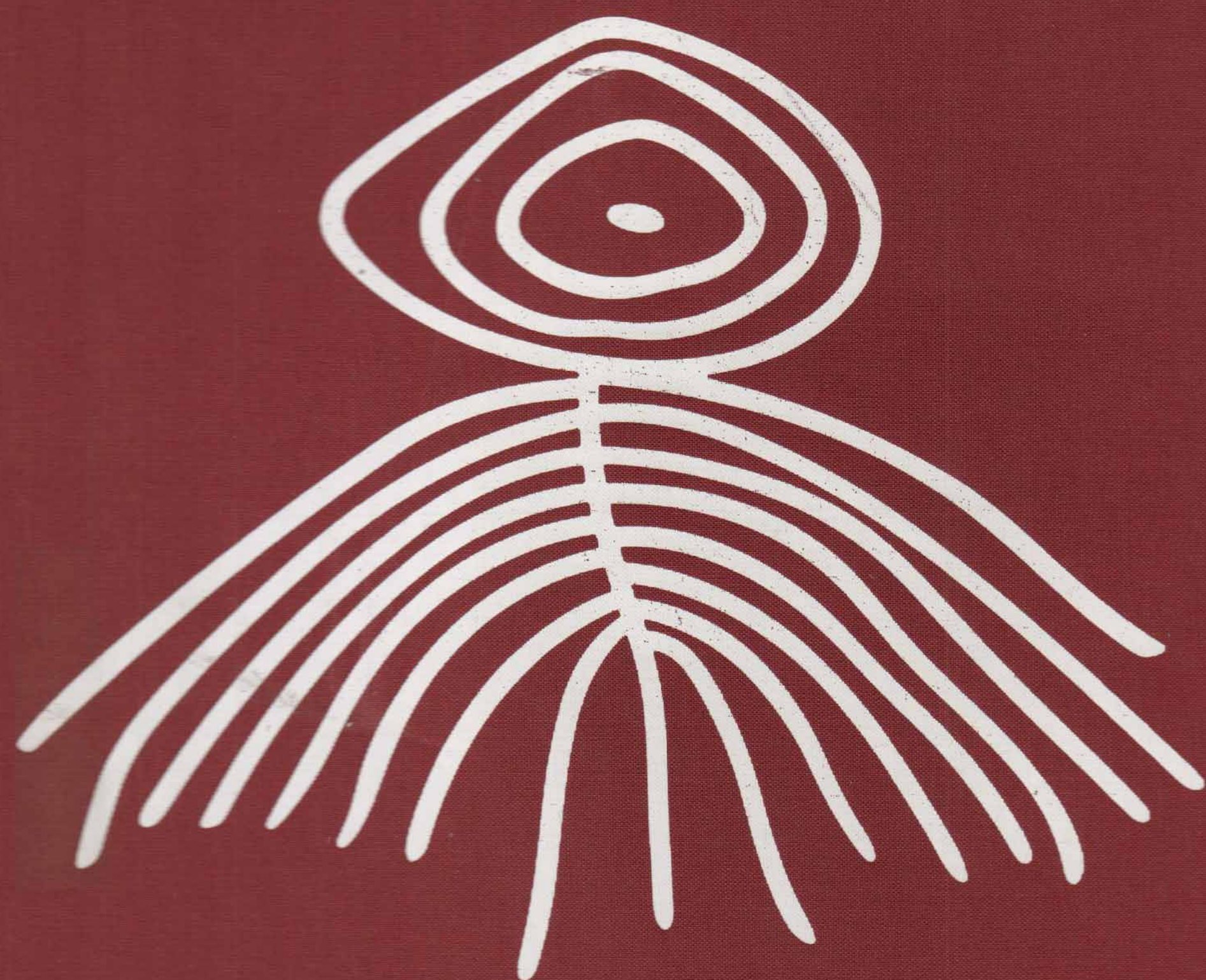
Abattages par commune en 1976 (en tonnes)



D - LA PÊCHE

Prises estimées (en tonnages) et nombre d'embarcations par secteur en 1975





ATLAS
de la
nouvelle
CALEDONIE
et
dépendances



© *ORSTOM* - 1981 - *RÉIMPRESSION 1983*

ISBN 2-7099-0601-5

Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer

Direction générale : 24, rue Bayard, 75008 Paris - France

Service des Editions : 70-74, route d'Aulnay, 93140 Bondy - France

Centre de Nouméa : Boite Postale n° A 5, Nouméa Cédex - Nouvelle-Calédonie

rédaction de l'atlas

Direction scientifique

Alain HUETZ de LEMPS
Professeur de Géographie à l'Université de Bordeaux III

Michel LEGAND
Inspecteur Général de Recherches
Délégué Général de l'ORSTOM pour le Pacifique Sud

Gilles SAUTTER
Membre du Comité Technique de l'ORSTOM
Professeur de Géographie à l'Université de Paris I

Jean SEVERAC
Directeur Général adjoint honoraire de l'ORSTOM

Coordination générale

Gilles SAUTTER
Membre du Comité Technique de l'ORSTOM
Professeur de Géographie à l'Université de Paris I

Conseil scientifique permanent Conception - Réalisation

Benoît ANTHEAUME Géographe, ORSTOM
Jean COMBROUX Ingénieur cartographe, ORSTOM
Jean-Paul DUBOIS Géographe, ORSTOM
Jean-François DUPON Géographe, ORSTOM
Danielle LAIDET Cartographe-géographe, ORSTOM

Secrétariat scientifique

Jean-Paul DUCHEMIN Géographe, ORSTOM
André FRANQUEVILLE Géographe, ORSTOM

Auteurs

ANTHEAUME Benoît Géographe, ORSTOM
BAUDUIN Daniel Hydrologue, ORSTOM
BENSA Alban Ethnologue, Université de Paris V-CNRS
BEUSTES Pierre Service Topographique
BONNEMAISON Joël Géographe, ORSTOM
BOURRET Dominique Botaniste, ORSTOM
BRUEL Roland Vice-Recteur de Nouvelle-Calédonie
BRUNEL Jean-Pierre Hydrologue, ORSTOM
CHARPIN Max Médecin Général
DANDONNEAU Yves Océanographe, ORSTOM
DANIEL Jacques Géologue, ORSTOM
DEBENAY Jean-Pierre Professeur agrégé du second degré
DONGUY Jean-René Océanographe, ORSTOM

DOUMENGE Jean-Pierre Géographe, CEGET-CNRS
DUBOIS Jean-Paul Géographe, ORSTOM
DUGAS François Géologue, ORSTOM
DUPON Jean-François Géographe, ORSTOM
DUPONT Jacques Géologue, ORSTOM
FAGES Jean Géographe, ORSTOM
FARRUGIA Roland Médecin en chef
FAURE Jean-Luc Université Bordeaux III
FOURMANOIR Pierre Océanographe, ORSTOM
FRIMIGACCI Daniel Archéologue, ORSTOM-CNRS
GUIART Jean Ethnologue, Musée de l'Homme
HENIN Christian Océanographe, ORSTOM
ILTIS Jacques Géomorphologue, ORSTOM
ITIER Françoise Géographe, Université Bordeaux III

JAFFRE Tanguy Botaniste, ORSTOM
JEGAT Jean-Pierre Service des Mines
KOHLER Jean-Marie Sociologue, ORSTOM
LAPOUILLE André Géophysicien, ORSTOM
LATHAM Marc Pédologue, ORSTOM
LE GONIDEC Georges Médecin en chef
MAC KEE Hugh S. Botaniste, CNRS
MAGNIER Yves Océanographe, ORSTOM
MAITRE Jean-Pierre Archéologue, ORSTOM-CNRS
MISSEGUE François Géophysicien, ORSTOM
MORAT Philippe Botaniste, ORSTOM
PARIS Jean-Pierre Géologue, BRGM
PISIER Georges Société d'Etudes Historiques de Nouvelle-Calédonie

RECY Jacques Géologue, ORSTOM
RIVIERRE Jean-Claude Linguiste, CNRS
ROUGERIE Francis Océanographe, ORSTOM
ROUX Jean-Claude Géographe, ORSTOM
SAUSSOL Alain Géographe, Université Paul Valéry - Montpellier
SOMNY Jean-Marie Service de Législation et des Etudes
TALON Bernard Service des Mines
VEILLON Jean-Marie Botaniste, ORSTOM
ZELDINE Georges Médecin en chef

EQUIPE GEOLOGIE-GEOPHYSIQUE ORSTOM
SERVICE HYDROLOGIQUE ORSTOM
SERVICE METEOROLOGIQUE Nouvelle-Calédonie

Réalisation technique

Cartes

ARQUIER Michel
DANARD Michel **MEUNIER François**
DAUTELOUP Jean **PELLETIER Françoise**
GOULIN Daniel **PENVERN Yves**
HARDY Bernard **RIBERE Philippe**
LAMOLERE Philippe **ROUSSEAU Marie-Christine**
LE CORRE Marika **SALADIN Odette**
LE ROUGET Georges **SEGUIN Lucien**

Jean COMBROUX
Chef du Service Cartographique de l'ORSTOM

Danielle LAIDET
Cartographe-géographe, ORSTOM

Commentaires

DUPON Jean-François
RUINEAU Bernard

DAYDE Colette
DESARD Yolande
DEYBER Mireille
DUGNAS Edwina
FORREST Judith
HEBERT Josette